

A L'EST, DU NOUVEAU

# Les retraités toujours mobilisés pour leurs revendications en souffrance

**Dans une conférence de presse tenue le 22 décembre dernier, le président du bureau de wilaya de Constantine de la FNTR est revenu sur la mesure d'augmentation des pensions de retraite de 30%, décidée lors du dernier Conseil des ministres. L'orateur dira que «la mesure prise par le président de la République au dernier Conseil des ministres, consistant à relever les retraites selon un taux dégressif de 15 à 30% des montants des pensions, constitue une décision historique». Et de poursuivre : «La chose mérite d'être relevée, surtout qu'il s'agit là d'une augmentation des pensions des retraités, c'est-à-dire non comprise celle des revalorisations annuelles, ce qui l'une dans l'autre fera que l'augmentation globale sera de 40%.»**

**E**t de rappeler que lors du même Conseil des ministres, il a été décidé également que toutes les pensions de retraite inférieures à 15 000 DA seront alignées sur ce montant, et ce, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012. Et le conférencier d'indiquer, dans ce cadre, qu'au niveau de la wilaya, «c'est la majorité écrasante des 86 000 affiliés à la CNR qui sera concernée directement par ces augmentations». Cependant, tout en déclarant estimer à leur juste valeur ces efforts, il n'en constate pas moins que d'autres revendications demeurent pendantes. «Et à ce propos, dira-t-il, nous continuons à réclamer, entre autres, une revalorisation de la prime pour la femme au foyer à 4 000 DA, l'annulation de l'article 87 bis du code du travail, relatif à la composition du SNMG et la récupération des milliards de dinars placés par la CNR à El Khalifa Bank». Par ailleurs, et concernant le bureau de wilaya qu'il préside, il soulignera qu'il n'est plus provisoire, puisque ses membres ont été installés officiellement par deux cadres de la direction centrale de la FNTR. Il fera savoir, également, que les clés du bureau de wilaya ont été récupérées depuis cette installation. Enfin, le conférencier a évoqué l'opération de structuration du mouvement des retraités menée au niveau de la wilaya, signalant dans ce sillage que des élections de bureaux à l'échelon des six daïras se poursuivent sans accroc majeurs et que celles de Zighoud- Youcef, Hamma-Bouziane et El-Khroub ont déjà leurs nouveaux bureaux de daïra élus et installés.

## Des médecins conventionnés avec la Cnas ne respecteraient pas leurs engagements

Le bureau de wilaya de la FNTR de Constantine a nommé un de ses membres comme correspondant auprès de la CNR et de la Cnas, chargé de recenser les difficultés rencontrées par les retraités et d'effectuer les démarches nécessaires auprès de ces deux administrations. C'est ce qui a été annoncé à l'issue d'une assemblée générale des retraités, le 26 décembre dernier à la maison du syndicat UGTA Benhamouda. En effet, si les pensionnés de la CNR se sont montrés grosso modo satisfaits de l'augmentation des 30%, selon leur expression, ils n'ont pas manqué de tirer à boulets rouges sur certains médecins qui ont signé des conventions avec la Cnas.

C'est particulièrement le cas de deux médecins de Aïn-Abid, tel que rapporté par le bureau FNTR de cette daïra, qui, bien que figurant sur la liste des conventionnés avec la Cnas, auraient refusé de se plier aux dispositions de la convention. Dans ce cadre, le président du bureau de la FNTR de Constantine, M. Rebreb, n'a pas hésité à crier que «c'est là un véritable scandale et que la Cnas sera saisie officiellement».

Et dans la foulée, il a été décidé de désigner, au sein du bureau de wilaya, un responsable chargé de recueillir toutes les doléances des retraités en la matière et de faire les démarches nécessaires auprès de qui de droit. Selon le chargé de l'organique, M. Kertous, «initialement, la rencontre avait

pour objet d'informer les concernés des augmentations des pensions décidées lors du dernier Conseil des ministres, d'une part, et de leur expliquer les détails que comporte cette mesure, de l'autre. Et le problème qui se pose aux retraités avec certains médecins conventionnés nous a donné l'idée de créer cette fonction correspondant pour aider les pensionnés de la CNR dans leurs démarches auprès de la Cnas, mais aussi auprès de la CNR», dira-t-il.

A propos de cette dernière, «il était prévu d'inviter son directeur pour parler des détails de la mesure d'augmentation, mais du fait que la caisse n'a pas encore été destinataire de la note d'application, ce n'est que partie remise», dira M. Kertous.

Une autre assemblée sera organisée ultérieurement et le responsable de la CNR sera prié de venir donner les précisions

concernant les modalités d'application de la décision d'augmentation aux différentes catégories de retraités, conclura-t-il. Par ailleurs, à Constantine, le calvaire des retraités dans les bureaux de poste n'est pas près de se terminer.

Chaque mois, à partir du 24, c'est la grande cohue dans tous les bureaux de poste qui sont assaillis par les retraités, ceux de l'intérieur de la wilaya comme ceux des wilayas environnantes, plus particulièrement de la wilaya de Skikda. Aussi, les bureaux arrivent souvent à manquer de liquidités comme c'était le cas dernièrement.

Les retraités font la tournée des bureaux de poste de la ville et rencontrent les mêmes problèmes d'affluence, faisant la queue des heures durant au point qu'ils sont exténués en rentrant chez eux.

LSR

## POINT DE VUE

### Une discrimination du taux dégressif et de la retenue de l'IRG sur la pension de retraite

En tant que retraité, je salue vivement la décision prononcée par le président de la République d'avoir augmenté les pensions de retraite tant attendue par cette frange de misérables. Mais j'attire l'attention de Monsieur le président de la République sur les insuffisances suivantes concernant ces mesures : le barème dégressif n'a pas été respecté ni normalisé dans son pourcentage de différence de 2% à chaque palier ; la dégression commence de 30% et se termine à 15% au lieu de 18%, car la dégression est de 2% pour chaque palier. Pourquoi les retraités qui ont une pension supérieure à 40 000 DA ont été augmentés de 15%, au lieu de 18% (donc pas de respect du barème de dégression) ? Pour être équitable, nous demandons réparation de ce taux de 15% à 18%. Aussi, une bavure en matière de retenue à la source de l'IRG pour cette tranche de retraités dépassant les 40 000 DA, étant donné que le barème IRG pour les retraités exonère la base de 20 000 DA et donne des abattements aux autres tranches de plus de 20 000 à moins de 40 000 DA, après déduction des 2% de sécurité sociale. Sur le plan logique et réglementaire, chaque pension doit bénéficier d'un abattement de 20 000 DA, puis on impose le reliquat (exemple : un retraité qui a une pension brute de 56 000 DA – 2% de sécurité sociale,

soit 1 120 DA) = 54 880 DA – 20 000 (abattement) = 34 880 DA (base logique imposable) = un IRG de 3 964 DA au lieu de 9 964 DA actuellement, et cela pour contribuer équitablement et fiscalement.

Une autre suggestion plus simple et non compliquée pour tout le monde, qui est la suivante : utiliser une retenue à la source IRG pour toutes les pensions de retraite d'un taux unifié de 10% pour tous les paliers, à l'exception de 20 000 DA qui reste exonéré de l'IRG. Exemple : un retraité qui a une pension brute de 56 000 DA mensuelle X 12 mois = un brut annuel de 672 000 DA ; il paye annuellement (13 440 DA de sécurité sociale + 119 568 DA d'IRG, total des retenues = 133 008 DA).

Autre exemple : voir un commerçant (qui fait la vente en l'état et qui a un chiffre d'affaires de 2 380 000 DA X 5% = 119 000 DA ; le commerçant paye un impôt nettement inférieur annuellement à l'IRG payé par un retraité ou un salarié, malgré qu'ils sont très loin des gains du commerçant ! Imaginons l'écart terrible entre un retraité avec une pension brute de 672 000 DA annuelle et qui paye un impôt de 119 568 DA, et un commerçant avec un brut de chiffre d'affaires de 2 380 000 DA et qui paye un impôt de 119 000 DA. A vous de juger, merci.

N. Brahim

## Il était temps de cesser le cumul «pensions plus salaires» et de libérer des emplois

Fin de contrats des cadres dirigeants des entreprises publiques retraités.

Selon une dépêche de l'APS, le ministre de l'Industrie, de la PME et de la promotion de l'investissement, Mohamed Benmeradi, a décidé, lundi 26 décembre 2011, de mettre fin «dans les meilleurs délais» aux contrats des cadres dirigeants retraités des entreprises publiques. «Nous avons rencontré le ministre et lui avons exposé toutes nos préoccupations. Il a pris sur-le-champ la décision de mettre fin, dans les meilleurs délais, aux contrats des cadres dirigeants retraités», a déclaré à l'APS le secrétaire général de l'union locale de Rouiba de l'UGTA, Mokdad Messaoudi.

Les représentants de ces travailleurs ont appelé les pouvoirs publics à faire en sorte que les entreprises concernées appliquent les lois 90-14 relative au droit syndical, 90-11 relative au licenciement et 83-12 portant limite d'âge de la retraite à 60 ans.

M. Messaoudi, qui a qualifié la décision du ministre de «très importante», a précisé que «M. Benmeradi a demandé un «autre délai» pour la prise en charge des autres points soulevés. Les lois de la République doivent s'appliquer pour les uns comme pour les autres», a souligné M. Sidi Saïd, le secrétaire général de l'UGTA, lors d'une réunion avec les représentants des travailleurs de la zone industrielle de Rouiba.

## Courrier des lecteurs

### A propos du Conseil des ministres du 18 décembre 2011

Je suis un lecteur assidu de votre merveilleux quotidien auquel je souhaite une très longue vie, au-delà de toute espérance et que la démocratie l'emporte sur l'obscurantisme. Cela dit, je vous demande par le présent courrier un léger éclaircissement au sujet de cette cacophonie qui est apparue depuis l'édition du *Soir retraite* du 19 décembre 2011. *Le Soir* dans un de ses articles dit «Que les retraités auront encore une semaine devant eux à patienter car leur situation allait être discutée en ce Conseil des ministres, car celui-ci n'a pas eu lieu». J'ai lu ça très tôt le matin, j'ai encore posé une pierre sur mon cœur et je suis mis à attendre cette autre semaine. Mais voilà que pour meubler mon attente chez mon médecin, je suis allé au ruraliste du coin et pris *Liberté*. Je lis en page 28, tout à fait en bas, comme étant un petit rajout de dernière minute, un communiqué disant que notre président en Conseil des ministres a décidé

de l'augmentation des pensions de retraites tant attendue par les concernés : ce communiqué se lance dans l'explication chiffrée de ce qui a été décidé, et de citer les pourcentages, 30 %, 28%, 24%, 15% selon les paliers.

Tout confondu et ne sachant lequel des quotidiens prendre au sérieux, sachant que je suis un lecteur assidu de mon quotidien du fait qu'il a une personne spécialisée dans le domaine de la retraite et qu'il nous donne chaque semaine une belle page avec ce qui a de tout nouveau, je me suis dit que c'est bien *Le Soir* qu'il faut prendre au sérieux.

Ma prise de position n'a duré que la matinée, parce que l'après-midi, j'ai croisé mes congénères qui m'ont lu sur leurs quotidiens arabophones les mêmes propos que j'avais lus sur *Liberté* en matinée. Chemin faisant, je suis allé apprendre la bonne nouvelle à quelqu'un d'autre que nous, aussi en attente, qui lui m'a rétorqué avec des bouts de journaux qu'il a découpés, que ce sont 3 quotidiens arabophones qui en ont parlé ou plutôt écrit. Confronté à ce qui s'est présenté à moi, je me suis dit : demain matin c'est

mardi (20 décembre 2011), et là, nous aurons notre page «retraite» et que mon quotidien va certainement se reprendre. Hélas, à la lecture de celle-ci ce matin : rien sur ce sujet-là. Alors, je me demande avec opiniâtreté : qui des quotidiens dit vrai ? A tous les acteurs du *Soir d'Algérie* et tous les lecteurs de ce noble quotidien, je transmets mes salutations les plus chaudes. Oui chaudes ! Car elles sont fraternelles au plus haut niveau de pensées.

Ahmed Bouchou

**RÉPONSE :** Les réunions du Conseil des ministres ne sont malheureusement pas annoncées, et le communiqué officiel n'est transmis qu'en fin de journée, ce qui explique — et ne justifie pas forcément —, que *le Soir* n'en est pas parlé dans son édition du 19 décembre 2011. Ce qu'il a fait dans son édition du mardi 20 décembre 2011, dans ses pages sur l'actualité, et ne nécessitait pas qu'il en reparle dans sa page «Retraite» du même jour.